

nes vota pour cette diminution, y compris le premier ministre actuel du Canada, sir Wilfrid Laurier et plusieurs autres qui siègent aujourd'hui dans le cabinet libéral. Comparons ce chiffre avec celui d'aujourd'hui. Nous dépensons présentement environ 1,000,000 de dollars par année, quelquefois plus, quelquefois moins, et l'opposition conservatrice actuelle ne fait aucune objection à cette dépense; elle ne critique que la manière dont l'argent est employé.

Nous voulons une politique généreuse d'immigration; nous voulons attirer dans ce pays un aussi grand nombre d'immigrants que possible. Mais nous voulons que l'argent soit employé légitimement et économiquement. Dans les deux dernières années dont nous avons les rapports, 1908 et 1909, les immigrants nous ont coûté \$4 par tête, ce qui est beaucoup plus que le prix du temps des conservateurs. L'immigration en 1909 nous a coûté \$146,908, soit \$6.60 par immigrant. En 1883, sous le régime conservateur, l'immigration a coûté \$3.15 par immigrant pour 133,624 personnes. De sorte que la politique d'immigration de l'ancien Gouvernement conservateur soutient favorablement la comparaison avec la politique d'immigration du Gouvernement libéral actuel. Le Gouvernement actuel a de plus l'immense avantage d'une longue période de prospérité commerciale dans tout le monde, qui a commencé peu de temps après son arrivée au pouvoir, et c'est ce qui, dans une grande mesure, nous permet de nous féliciter de la prospérité continue de notre pays. Si la politique du Gouvernement a contribué à amener la prospérité dans le pays, pourquoi n'a-t-elle pas eu un effet immédiat? Si nous consultons les statistiques, nous trouverons qu'elle n'a pas eu cet effet immédiat que l'on réclame pour elle. En parcourant le rapport du ministre de l'Intérieur, j'ai trouvé un tableau très intéressant des prix de la terre dans le Nord-Ouest et j'ai cru que ce serait très instructif de faire connaître à la Chambre ces chiffres qui démontrent, en ce qui concerne le prix des terrains dans le Nord-Ouest, que l'avènement des libéraux au pouvoir en 1896 n'a pas produit de résultats immédiats. Voici les chiffres:

**PRIX MOYENS OBTENUS PAR LES CHEMINS DE FER ET AUTRES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES POUR LES TERRES DANS LE NORD-OUEST.**

1886.. . . . .	\$3 34	par acre.
1897.. . . . .	3 23	"
1898.. . . . .	3 18	"
1899.. . . . .	3 28	"
1900.. . . . .	3 27	"
1901.. . . . .	3 36	"
1902.. . . . .	3 56	"
1903.. . . . .	3 46	"
1909.. . . . .	11 08	"

Ainsi donc, pour que la valeur des terres remontât au point où elle était lors de la

M. LAKE.

chute du Gouvernement conservateur, il a fallu que cinq années se fussent écoulées à partir de l'accession du parti libéral aux affaires. Depuis, il s'est produit un mouvement ininterrompu de hausse, et cette année, nous atteignons à la magnifique valeur de \$11.03 par acre. S'il faut admettre la prétention des libéraux, que la prospérité du pays est attribuable à leur passage au pouvoir, du moins faudra-t-il ne point tenir compte des cinq premières années de ce régime et reconnaître que, durant toute cette période, ils ont fait long feu. J'ai parlé beaucoup plus longtemps que je ne m'étais d'abord proposé; aussi, passerai-je sous silence, pour le moment du moins, plusieurs questions générales d'administration.

M. L. A. RIVET (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, je ne me propose de relever cet après-midi ni les critiques, ni les propositions émanant de l'honorable représentant de Qu'Appelle (M. Lake). Je crois de mon devoir, cependant, de faire une ou deux observations à l'égard de certaines choses qu'il a dites. La plus grande partie du discours de l'honorable représentant se rapportait à des questions intéressant surtout le pays dont il est particulièrement le représentant dans cette enceinte, et ne me jugeant pas suffisamment renseigné sur ces questions, je ne le suivrai pas sur ce terrain. L'honorable député a commencé par aborder une question qui préoccupe actuellement le pays tout entier, celle de la défense navale. Si j'ai bonne mémoire, il s'est déclaré de tout cœur favorable au programme adopté par notre Gouvernement.

M. LAKE: Vous faites erreur.

M RIVET: Si j'ai bien compris, il a approuvé l'idée de venir au secours de la métropole, tout en exprimant l'avis que le Gouvernement n'en fait pas assez et devrait s'engager à faire bien davantage. Telle a été la déclaration de l'honorable député, si je l'ai bien compris.

M. LAKE: C'est bien cela; je n'avais pas d'abord saisi le sens des paroles de l'honorable représentant.

M. RIVET: C'est à quoi j'allais en venir. Je dois avouer que je ne partage pas entièrement les idées de l'honorable député préopinant, et je ne surprendrai personne dans cette assemblée en me déclarant disposé à appuyer en toute sincérité et de toutes mes forces le programme annoncé par le ministère. Ce programme me paraît s'inspirer d'une idée très juste, d'une idée très répandue, d'un sentiment très naturel, intimement liés à l'instinct de sa propre conservation, de sa propre défense. Toutefois, je ne m'étendrai pas davantage sur le sujet, car je compte être à même de le